

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

AFFAIRE SUIVIE PAR : S. BATONNAT ( F. CHAVET)  
☎ : 04.56.59.49 21  
☎ : 04.56.59.49.96

Grenoble, le 16 décembre 2014

**ARRETE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

**n° 2014350-0018**

**LE PREFET DE L'ISERE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le livre V ;
- VU** le code minier ;
- VU** la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau ;
- VU** la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU** le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 pris pour l'application du code de l'environnement ;
- VU** les décrets n° 2006-665 du 07 juin 2006 et n° 2006-672 du 08 juin 2006 relatifs aux commissions des carrières ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux modifié par l'arrêté ministériel du 24 janvier 2001 et l'arrêté ministériel du 05 mai 2010 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant les modalités de détermination et d'actualisation du calcul du montant des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 98-5977 du 10 septembre 1998 autorisant la société JACQUES DE HAESE à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de PORCIEU-AMBLAGNIEU ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2003-11 331 du 09 octobre 2003 autorisant la société TECHNICAL à se substituer à la société JACQUES DE HAESE pour exploiter sa carrière de calcaire sur le territoire de la commune de PORCIEU-AMBLAGNIEU ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-175 0042 du 24 juin 2013 autorisant la société LA PIERRE DE FRANCE à se substituer à la société TECHNICAL pour exploiter sa carrière de calcaire sur le territoire de la commune de PORCIEU-AMBLAGNIEU
- VU** la demande de la SARL CARRIERES RHONE-ALPES en date du 10 juin 2014 complétée le 4 juillet 2014 ;
- VU** le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées signé en date du 12 août 2014 ;
- VU** l'avis favorable exprimé par le conseil municipal de Porcieu-Amblagnieu le 12 septembre 2014 ;
- VU** le rapport de Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 05 septembre 2014 ;
- VU** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation spécialisée des carrières du 24 septembre 2014 ;

**CONSIDERANT** les capacités techniques et financières de la SARL CARRIERES RHONE-ALPES ;

**CONSIDERANT** que les conditions de l'autorisation accordée au pétitionnaire, les prescriptions particulières qui lui sont imposées, notamment celles relatives à la réduction des différentes nuisances, aux conditions d'exploitation et de remise en état sont de nature à permettre la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, identifiés, prévenus et maîtrisés ;

**CONSIDERANT** qu'un projet d'arrêté a été adressé au pétitionnaire le 21 octobre 2014 afin de recueillir son avis ;

**CONSIDERANT** l'accord de la SARL CARRIERES RHONE-ALPES ; par courriel du 11 décembre 2014 concernant le projet soumis pour avis ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

## **A R R E T E**

### **TITRE I – DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION**

#### **Article 1 : Autorisation**

L'article 1er, 1er alinéa de l'arrêté préfectoral n° 2013-175 0042 du 24 juin 2013 est modifié comme suit :

La société CARRIERES RHONE-ALPES (cessionnaire) dont le siège social est situé rue de la paix 38210 TULLINS est autorisée à exercer une activité « d'exploitation de carrière » sur le

territoire de la commune de PORCIEU AMBLAGNIEU au lieu-dit « Le Combeau » pour une superficie de 80 000 m<sup>2</sup> dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté en lieu et place de la société LA PIERRE DE FRANCE– 75 001 PARIS (cédant) sous réserve du strict respect des prescriptions de l'arrêté initial n° 98.5977 du 10 septembre 1998.

Désignation des installations	Volume des activités	Rubriques	Classement
Exploitation de carrière	V = 400 000 m <sup>3</sup> S = 80 000 m <sup>2</sup> P = 75 500 t/an (pierres concassées) P = 11 000 t/an (pierre de taille)	2510-1	A
Installation de traitement de matériaux	200KW>P>550 kW	2515-1-b	E

## Article 2 : Garanties financières

L'article 16.2 de l'arrêté préfectoral n° 98-5977 du 10 septembre 1998 est modifié comme suit :  
Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière à chacun des termes des périodes quinquennales est :

	Euros/TTC	Indice P01 (janvier 2014)
Phase 2014-2018	Deux cent vingt mille deux cent trente cinq (220 235,00) euros	705,6
Phase 2018-2023	Cent cinquante six mille huit cent seize (156 816,00) euros	705,6
Phase 2023-2028	Cent dix mille six cent quarante deux (110 642,00) euros	705,6

## Article 3 : Arrêté ministériel de prescriptions générales

S'applique aux installations de concassage, criblage des produits minéraux, l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 (rubrique n° 2515-1-b).

## Article 4 : Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble.

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où le présent arrêté est notifié.
- pour les tiers, le délai de recours est de 1 an à compter de la publication du présent arrêté.

## Article 5 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de Porcieu-

Amblagnieu pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la direction départementale de la protection des populations de l'Isère (service protection de l'environnement) le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché de façon visible et en permanence dans l'établissement concerné, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

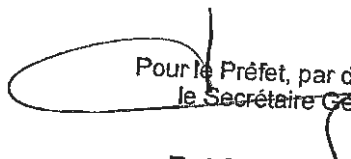
Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département ou tous les départements concernés.

#### **Article 6 : Exécution**

- Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de l'Isère,
- Monsieur le Maire de Porcieu-Amblagnieu,
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées,
- Monsieur le Délégué départemental de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes,
- Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles,
- Monsieur le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère,

sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

le Préfet

  
Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général  
**Patrick LAPOUZE**